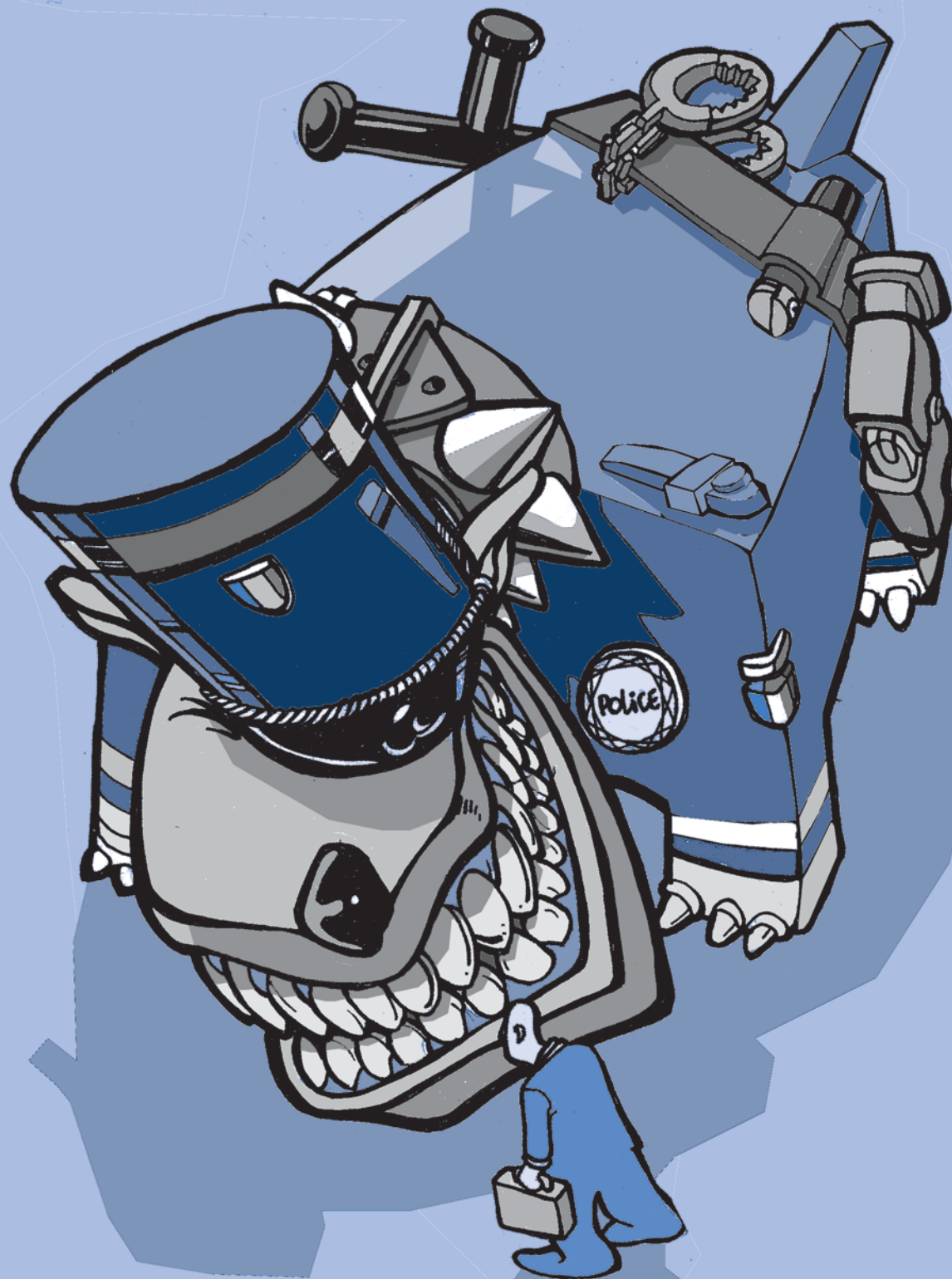


n°240 12/05/06 1,5€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



Contre une immigration jetable !

COMMUNIQUÉ

Déclaration commune CFDT, CGT, Unsa

Immigration : halte à la surenchère dangereuse !

À l'occasion de l'examen en première lecture par l'Assemblée nationale du projet de loi "Immigration intégration", nos organisations réaffirment que ce texte porte atteinte aux libertés individuelles et aux principes des droits fondamentaux. Il crée également des inégalités inacceptables dans le droit du travail.

Au-delà des impacts directs sur les intéressés, les mesures proposées sur fond de suspicion sont dangereuses car elles alimentent la montée de la xénophobie et des pratiques discriminatoires.

Instrumentalisé et animé par une surenchère répressive, le débat proposé n'est pas digne des sujets abordés comme la liberté de circuler, le droit de vivre en famille, le droit du travail, le droit des enfants etc..

Nos organisations refusent d'enfermer le débat de l'immigration dans la seule alternative proposée, celle qui oppose « l'immigration subie à l'immigration choisie ». Cette forme de débat jette le discrédit sur tous les migrants et toutes les personnes issues ou supposées issues de l'immigration.

Nos organisations invitent les parlementaires à se saisir des questions liées à l'immigration sur la base d'un débat responsable et serein reposant sur les principes fondamentaux de la République, garantis par l'État, ainsi que par les conventions et instruments internationaux afin de construire un parcours sécurisé du migrant.

le 2 mai 2006

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org

Commission paritaire
n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961

Directeur de publication :
J.J. Boisslaroussie,
Coordination et maquette :
M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

E.Bégoc, J.J.Boisslaroussie, B.Caron,
M.Colloghan, JP.Damaggio, C.Debons,
J.Douillard, E.Epsztain, G.Giani, RM. Jennar,
JL.Le Bourhis et M.Louis,

Édité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de Communication
des Alternatifs)

SARL au capital de 4000€ RCS Paris
B448 326 835

durée : jusqu'au 28 avril 2006.

Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 70 80 96

ABONNEMENT

LePlanB n°2 est sorti.



Le numéro 2 du Plan B, journal d'enquête sociale et de critique des médias est en kiosque.

Deux euros seulement.

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DÉVELOPPER

ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert journal.

Et zouh ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris

(* ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT*

Contre une immigration jetable !

Le Parlement examine d'un nouveau projet de loi modifiant les conditions d'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile (CESEDA). En aggravant les conditions, déjà passablement restrictives, adoptées en 2003, ce projet de loi du ministre de l'intérieur Sarkozy entend encore limiter de façon drastique les droits à l'entrée et au séjour des ressortissants étrangers en France.

Comme l'écrit la CIMADE, ce projet Sarkozy prévoit un nouveau durcissement des conditions d'accès à un titre de séjour, jusqu'à atteindre un niveau d'exigences économiques et sociales inégalées. Il généralise pour tous les titres de séjour la condition "d'intégration en France", sans qu'à aucun moment ce texte n'amène des pistes sérieuses pour favoriser et évaluer cette intégration. Pire, ce texte généralise la précarité du séjour comme règle générale pour les migrants et leur famille. En rendant optionnelle la délivrance de la carte de résident, instrument d'intégration de dizaines de milliers de migrants depuis 1984, en faisant disparaître la possibilité de régulariser des étrangers présents en France depuis plus de 10 ans, il va enfoncer dans l'irrégularité et l'insécurité administrative de très nombreuses personnes.

Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon aimer une personne française, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de régularisation bien vain.

Pour les autres, les "utiles" ou les "talentueux", ce projet légalise les faveurs et organise l'immigration jetable, sans autre droit que de se taire et de travailler.

Mais ce projet de loi ne se contente pas d'organiser la désintégration des familles et la précarité perpétuelle. Il restreint massivement les possibilités de contester les décisions de l'administration devant les tribunaux. Avec ces modifications, les préfetures pourront sans véritable contrôle appliquer leur pouvoir discrétionnaire, s'apparentant surtout à l'arbitraire et à la loterie.

Il introduit enfin la réforme du statut des centres d'accueil des demandeurs d'asile, en imposant aux associations et organismes qui assurent l'hébergement des demandeurs un rôle de police sur les débordements de l'asile.

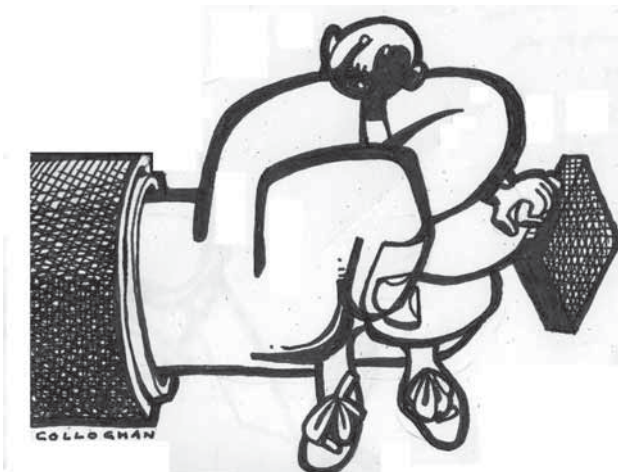
« Généralisation de la précarité, » « sans autre droit que de se taire et de travailler », les commentaires de ce projet CESEDA rejoignent à l'identique nombre de ceux qui ont nourri les puissantes mobilisations de la jeunesse et des salariés contre le CPE. Et mis en échec le gouvernement Villepin/Sarkozy/Chirac. Seront-ils suffisants pour imposer une levée en masse contre ce projet inhumain ? C'est un des enjeux majeurs des semaines qui viennent. Avec, ne le cachons pas, un double risque :

- celui d'une surenchère répressive de la part d'un grand nombre de parlementaires de l'UMP, estimant, par idéologie ou par calcul, que c'est en s'alignant sur les positions du FN - et de de Villiers - qu'on peut les concurrencer électoralement (et éventuellement gagner à l'extrême droite le crédit perdu avec le CPE). C'est très explicitement ce que dit Sarkozy.

- et celui d'une frilosité/passivité d'une partie de la gauche syndicale et politique, dans la continuité des pratiques gouvernementales des ministres Vaillant et Chevènement et, ne les oublions pas, des lamentables déclarations de Rocard (« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ») et de Fabius (estimant que « le FN pose de bonnes questions mais y apporte de mauvaises réponses »).

C'est dire que les semaines qui viennent vont demander une volonté et une détermination sans faille des dizaines d'associations, syndicats et partis politiques regroupés dans le collectif contre une immigration jetable, pour expliquer, convaincre et mobiliser: pour affirmer massivement le refus du projet CESEDA et d'une immigration jetable dans les manifestations et mobilisations en cours. ■

Julien DOUILLARD



Ils arriveront quand même ...

Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy

A Monsieur Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, A Messieurs les ministres de l'intérieur de l'Union Européenne,

L'une de vos préoccupations aujourd'hui semble être d'endiguer le flux ininterrompu des réfugiés économiques qui assiègent les frontières de l'Union Européenne, réfugiés qui, pour beaucoup, viennent d'Afrique noire.

Nous savions depuis longtemps que la pression était forte et des milliers de cadavres balisent déjà les routes du désert quand les vieux camions rendent l'âme, le détroit de Gibraltar quand coulent les frêles embarcations, ou les autoroutes d'Europe quand on oublie d'aérer citernes ou conteneurs où ils voyagent.

Qu'une route se ferme, une autre s'ouvre... et il va en être ainsi pour longtemps !

- Vous pouvez bien affréter ces humiliants charters de "retour au pays" qui blessent profondément l'âme hospitalière africaine, elle qui garde mémoire d'avoir été convoquée pour défendre la mère patrie;

- Vous pouvez bien mettre une troisième rangée de grillage à Ceuta et Mellilla (Que faisons-nous encore là-bas ?) ou faire disparaître le camp de Sangate ;

- Vous pouvez bien organiser des reconduites aux frontières sous les feux des caméras de télévision ;

Cela rassurera peut-être vos opinions publiques mal informées, mais cela n'arrêtera pas l'arrivée des réfugiés économiques.

Ils arriveront quand même parce que les gouvernements français et européens n'ont jamais vraiment souhaité que les paysans d'Afrique de l'Ouest (80% de la

population) puissent vivre du travail de leur terre. Vous refusez d'acheter leurs produits à un prix rémunérateur qui leur donne la possibilité de rester chez eux. Vous refusez d'investir dans l'agriculture familiale qui seule peut fixer les populations chez elles.

Vous avez toujours préféré distribuer de l'aide déstructurante quand il est trop tard et que les plus faibles sont déjà morts. Vous préférez apporter une aide tardive avec vos stocks d'inventus transportés à grands frais, plutôt que de créer un environnement qui permette aux paysans africains de développer leurs propres productions et leurs propres stocks.

Vous déstabilisez leurs marchés avec les faux prix du pseudo marché mondial, que vous bricolez à votre guise (par des subventions ou du dumping). Et vous annoncez à tous cette nouvelle soit-disant vérité : Commerce ultra-libéral = développement.

Alors que nous voyons chaque jour que cette recette ne fait qu'enrichir les riches et appauvrir les pauvres...

Ils arriveront quand même parce que vos collègues chargés du développement l'ont trop souvent réduit à des aides budgétaires ou à des prêts ponctuels favorisant des régimes corrompus à la tête d'États où règnent le non-droit, la corruption et le racket permanent des plus faibles. Peu de chances alors de voir les plus jeunes se motiver dans un tel environnement. Ils veulent venir en Europe, et ils viendront.

Ils arriveront quand même parce que, quitte la campagne, ces jeunes ne trouvent dans les villes sous-équipées ni travail, ni considération, ni perspectives d'avenir. Les quelques emplois qui existent sont déjà aux mains d'une minorité qui se les réserve. Restent les seuls chemins de l'aventure que *TV5 monde* fait briller à leurs yeux. Ils rêvent de l'Europe.

Ils arriveront quand même parce que finalement vous en avez besoin

- dans l'agriculture (légumes, fruits et primeurs) parce que la grande distribution, en écrasant les prix, ne permet pas de salarier normalement ceux qui produisent et récoltent,

- dans le bâtiment, parce que les contrats de sous-traitance de nos grands groupes BTP, s'ils favorisent la création d'importants bénéficiaires, ne permettent pas non plus de rémunérer normalement la main-d'oeuvre de ce secteur,

- et parce qu'il faudra bien remplacer l'importante génération du "baby-boom" qui commence à prendre sa retraite.

- Quand la communauté européenne prendra conscience que le monde a besoin de toutes les agricultures du monde,

- quand la communauté européenne décidera qu'il est juste et bon que l'Afrique protège ses filières de productions naissantes (agricoles et autres) pour parvenir à la souveraineté alimentaire,

- quand la communauté européenne ouvrira vraiment ses marchés aux productions de l'Afrique sub-saharienne pour qu'elle devienne enfin solvable,

- quand la communauté européenne renoncera à imposer ses Accords de Partenariat Économique (APE, qui sont en fait des accords de libre-échange) qui vont ruiner ce qu'il reste encore de production locale et appauvrir un peu plus les États africains,

- quand la communauté européenne cessera de soutenir les "démocraties" africaines,

Alors, Monsieur le ministre, Messieurs les ministres, alors seulement, peut-être, la pression sera moins forte à vos frontières.

Bon courage !



Jacques LACOUR,
Koudougou,
Burkina Faso, le 5 avril 2006



Rendez-vous des antinucléaires

Un week-end exécrable pendant tout le week-end n'a pas empêché les irréductibles opposants au nucléaire de se masser à Cherbourg le long des quais, pour manifester contre le projet de l'EPR dont l'implantation est prévue à Flamanville, avec une mise en service en 2012. Les organisateurs estimaient à 30 000 le nombre de manifestants. Ils étaient venus de toutes les régions de France et d'Europe.

Il faut dire que le vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl avait remobilisé l'ensemble du mouvement antinucléaire tandis que l'aggravation de la crise climatique est un argument fort pour un changement de la politique énergétique.

Dans la foule qui attendait patiemment le départ du défilé, plusieurs générations se côtoyaient: des anciens qui étaient déjà présents à Creys-Malville, et de nom-

breux jeunes dont le maquillage révélait les convictions antinucléaires. De nombreuses associations étaient présentes: Greenpeace, le WWF, le Collectif des Objecteurs de Croissance, etc..., ainsi que les partis membres du réseau *Sortir du Nucléaire*. Si la délégation des Alternatifs n'était pas aussi forte qu'on pouvait l'espérer, elle était cependant visible et devant le stand du mouvement, de nombreux visiteurs sont passés pour s'informer.

Le rassemblement des militants s'est poursuivi le dimanche par des forums.

Celui consacré aux conséquences de la catastrophe de Tchernobyl en France et en Europe de l'Est a connu un beau succès. Il s'est tenu en présence de Viatcheslav Kitaev, venu apporter son témoignage.

«Je pense qu'un nouveau Tchernobyl n'est pas exclu et peut se produire nim-

porte quand, n'importe où», a déclaré l'ingénieur russe. Quant au journaliste Vladimir Tcherkov, auteur de plusieurs documentaires sur les conséquences de la catastrophe, il a insisté sur «le mensonge et le silence concernant ces centaines de milliers de liquidateurs qui ont sauvé l'Europe». Selon lui, sur les 800.000 "liquidateurs" engagés sur la centrale après l'accident, «30% sont invalides, 10% sont déjà décédés». Il a aussi évoqué la catastrophe sanitaire biélorusse, pays dans lequel «les enfants et la population en général mangent depuis vingt ans du nucléaire, et se contaminent».

L'après-midi, des militants se sont rendus aux abords des sites nucléaires situés près de Cherbourg: la centrale de Flamanville, et l'usine de retraitement de déchets radioactifs de la Hague. ■

B.C.

Abandonner le nucléaire est possible

La manifestation de Cherbourg contre le projet de réacteur EPR a été précédée d'une conférence de presse à laquelle Rouge et Vert a participé.

Le moment fort de cette réunion a été la présentation d'une brochure présentant les résultats synthétiques d'une étude commanditée par le réseau *Sortir du Nucléaire* et faisant des propositions alternatives au nucléaire pour la région Grand Ouest. Sachant que le coût de l'EPR s'élèverait entre 3 et 3,5 milliards d'euros, l'étude a consisté à proposer des mesures coûtant globalement la même somme. Un des aspects les plus intéressants de ce travail est la prise en compte des emplois créés. Dans ce domaine, l'avantage des solutions alternatives est criant: l'ensemble des actions proposées par l'étude se traduirait par la création de 10 840 emplois pérennes, alors que le projet d'EPR permettrait de faire travailler 2300 personnes pendant la phase de construction, mais le nombre d'emplois pérennes stagnerait entre 250 et 300.

Voici les dix mesures proposées par l'étude. Celles-ci ne seraient possibles que dans le cadre d'une gestion décentralisée de l'énergie:

1. Créer des Agences Locales de l'Énergie (ALE): Il s'agit de structures d'animation et d'impulsion des politiques locales de l'énergie. Leur but est d'encourager les actions de maîtrise de l'énergie. 50 agences seraient créées pour un coût

de 330 millions d'euros (création et fonctionnement) et de 270 millions d'euros pour les actions. 424 emplois créés.

2. Maîtriser l'énergie dans les communes. Le coût est inclus dans la mesure précédente. L'objectif d'économie est de 0,29 TWh électriques (1 Tera Wh = mille milliards de Wattheure)

3. Economiser l'électricité dans le résidentiel-tertiaire: Coût inclus dans la mesure 1. Objectif d'économie: 5,48 TWh électriques. Il s'agit de faire la promotion de l'éclairage et de l'électroménager économe, de gérer les veilles inutiles.

4. Optimiser les moteurs industriels: Coût: 140 millions d'euros; 60 emplois créés. Objectif d'économie: 0,80 TWh électrique. Cette mesure ferait faire des économies aux industries concernées et améliorerait leur compétitivité.

5. Promouvoir les constructions «basse-énergie». Coût: 624 millions d'euros. Objectif d'économie: 0,7 TWh électrique. Une subvention incitative de 2000 € par construction bioclimatique couvrirait la moitié du surcoût.

6. Installer des poêles à bois à granulés. Coût: 300 millions d'euros; 3000 emplois créés; Objectif d'économie: 3,5 TWh électriques. Le bois-énergie est renouvelable, il est neutre en émissions de CO₂, les déchets sont valorisés. De plus, c'est un mode de chauffage économique.

7. Favoriser la production d'eau

chaude solaire. Coût: 27 millions d'euros; 1802 emplois créés. Objectif d'économie: 0,47 TWh électrique.

8. Valoriser le biogaz en cogénération (production simultanée de chaleur et d'électricité): Coût: 759 millions d'euros; 960 emplois créés. Objectif de production: 2,96 TWh électriques.

9. Financer des études sur le capital éolien: Coût: 22 millions d'euros; 4544 emplois créés. Objectif de production: 5,8 TWh électriques.

10. Faciliter l'émergence de nouvelles filières (énergie des mers, éolien offshore, centrales solaires de démonstration, pile à combustible). Coût: 309 millions d'euros.

Cette étude réalisée pour la région Grand Ouest montre clairement l'intérêt de mettre en place une politique énergétique alternative et décentralisée. Les mesures proposées permettraient de produire ou d'économiser plus d'énergie que le projet d'EPR (22,6 TWh contre 12 ou 13) et créeraient beaucoup plus d'emplois. Un récent sondage de la Commission Européenne montrant que 8 % seulement des Français souhaitent le développement du nucléaire, il est difficile de comprendre l'entêtement de nos dirigeants à poursuivre une politique énergétique dangereuse, inefficace et antidémocratique contre laquelle plus de 30 000 personnes ont manifesté à Cherbourg les 15 et 16 avril. ■

Bernard CARON

Fin de période

La fin des années 90 et le début des années 2000 a été marquée par le renouveau de la question statutaire, mise de côté pendant les quinze premières années d'expérimentation de la décentralisation. Sur fond de crises sociales récurrentes - en 1996-97 et en 2000 - devenues « émeutes » dans le langage idéologique utilisé par une partie des pouvoirs politiques guyanais, par les représentants de l'Etat et par les médias locaux et de résurgence de la "question identitaire", la presque totalité des forces politiques, l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) principal syndicat de salariés, certaines associations et personnalités se sont engagées dans la rédaction d'un projet d'évolution institutionnelle. Objectif : dépasser le cadre de la départementalisation en transférant une partie des compétences de l'Etat (aménagement du territoire, développement économique, santé, transports, programmes scolaires et recrutement des enseignants du primaire, contrôle des flux migratoires...) à une collectivité territoriale unique élue sur une base proportionnelle. La logique de ce projet était celle d'une plus grande autonomie allant au-delà de l'évolution statutaire telle qu'elle a été négociée entre l'Etat et les nationalistes corses mais en deça des autonomies existantes dans le cadre de l'Etat espagnol par exemple.

En 2003-2004, après une période de négociations relativement intenses avec le gouvernement Jospin, l'arrivée de la droite au pouvoir a changé la donne, donnant une plus grande marge de manoeuvre au courant départementaliste, majoritaire au sein de l'UMP guyanaise et notamment représenté par le ministre mafieux Léon Bertrand, maire de Saint Laurent du Maroni et patron de l'Ouest guyanais. Au-delà de cet aspect conjoncturel, il faut analyser les raisons plus profondes de l'échec du projet guyanais, sanctionné par le refus du gouvernement Raffarin d'organiser une consultation populaire sur l'évolution institutionnelle à l'image de celles qui ont eu lieu le 7 Décembre 2004 en Martinique et en Guadeloupe.

Il n'est pas interdit de penser que la Guyane était le "maillon faible" du dispositif, celui où la victoire du oui à un autre statut était pensable alors que le rejet des potentats locaux engagés en faveur de l'évolution institutionnelle rendait cette victoire plus qu'improbable en Guadeloupe et l'hétérogénéité du camp du oui lui donnait un

caractère aléatoire en Martinique. Le gouvernement n'aurait alors pas pris le risque d'organiser une consultation là où le projet d'évolution institutionnelle, né à la suite d'une importante crise politico-sociale, était le plus structuré et où l'incertitude suivant un vote positif aurait fragilisé les projets nationaux et européens portés par le Centre spatial de Kourou. Cette hypothèse ne doit pas être écartée. Mais pour diverses raisons, elle est peu probable et, de toute façon, compatible avec d'autres facteurs explicatifs, plus profondément ancrés dans la réalité du tissu social et politique guyanais.

L'affaiblissement conjoncturel du PSG (Parti Socialiste Guyanais) distinct du PS français et créé en 1956 dans une perspective autonomiste et populaire, axe central de la vie politique guyanaise depuis plusieurs décennies, a limité le camp potentiel du oui à l'engagement des forces militantes les plus radicales, celles qui sont favorables à l'indépendance future de la Guyane. Le poids de ceux qui ont mené campagne en faveur de l'organisation d'une consultation populaire en a été sensiblement réduit. On peut d'ailleurs se demander si la crise de direction qu'a connu ce parti, laissant dans l'expectative ses troupes les plus ancrées dans les milieux populaires, ne se double pas d'une crise plus structurelle due à la contradiction entre les relations clientélistes qu'il a construites depuis le début des années 80 grâce aux ressources accumulées dans le cadre de la décentralisation et la "modernisation" progressive de la société guyanaise, son adaptation aux critères de la rationalité capitaliste.

L'UTG, organisation politico-syndicale plus que simple syndicat n'a pas joué le rôle qui fut le sien en 2000. Handicapée par l'écart croissant entre une direction clairement anticolonialiste et la plus grande partie de sa base, plus prudente et qui peut "jouer" de la question identitaire mais qui hésite à s'engager dans une logique d'affrontement plus marquée avec l'Etat, elle s'est souvent trouvée écartelée. De plus, un pan de cette base est constituée de travailleurs étrangers ou de guyanais récents issus de l'immigration, socialement les plus exposés mais moins sensibles à la question du lien avec la société française que les salariés guyanais "anciens", socialement plus protégés.

Quant au MDES (Mouvement pour la Décolonisation et l'Emancipation

Sociale), né de l'UTG au début des années 90, parti militant indépendantiste qui intègre la tradition de contestation sociale du mouvement ouvrier et qui n'endosse ni le qualificatif de nationaliste ni la rhétorique propre aux courants politiques nationalistes, il a une influence limitée. Il peut être à l'origine d'initiatives, jouer un rôle d'impulsion politique, peser sur les autres organisations mais il dispose de ressources limitées et d'un enracinement trop restreint dans le tissu social pour emporter l'assentiment populaire.

Enfin, le projet lui-même comportait des faiblesses. L'architecture institutionnelle qui y était décrite semblait solide, à l'exception de la représentation des peuples autochtones, mais le contenu des politiques à mettre en œuvre par la nouvelle collectivité y était insuffisamment exposé. Cette situation était peu susceptible de lever les inquiétudes du groupe central de la population guyanaise, relativement jeune, de plus en plus diplômé et de plus en plus sensible à l'aspect sociétal - mode et qualité de vie - et aux questions environnementales. En même temps, elle donnait peu de garanties aux milieux populaires soucieux de leur niveau de vie, réduisait la portée du projet guyanais et limitait le soutien actif auquel il pouvait donner lieu.

Vers une refonte des enjeux politiques?

Cette phase de la vie politique s'est close avec les élections régionales qui se sont soldées par une victoire par défaut du PSG, la mise en évidence des difficultés de l'UMP à asseoir son influence sur tout le territoire, la visibilité des limites de l'attitude bonapartiste de Christiane Taubira et un échec pour le MDES qui a perdu sa représentation régionale.

Une nouvelle période s'ouvre dans laquelle la question du statut ne peut plus être posée dans les mêmes termes. D'une part, le consensus politique antérieur a éclaté et a fait la preuve de son impuissance pour négocier avec l'Etat les contours de l'évolution institutionnelle. D'autre part, l'expérience accumulée, les débats menés sur une quasi-décennie et les transformations de la société guyanaise, permettent de placer au premier plan la question des contenus.

Si les forces politiques guyanaises ou une partie d'entre elles veulent s'opposer à l'Etat sur le projet de Parc national

dans le sud de la Guyane, elles devront proposer des solutions alternatives et, plus généralement, penser une refonte complète de l'aménagement du territoire.

La question de l'orpaillage, fortement médiatisée depuis quelques mois et sur laquelle le cœur de la société guyanaise commence à s'interroger, peut de moins en moins être envisagée seulement comme une ressource dont la gestion doit être transférée aux collectivités guyanaises et les bénéficiaires être plus profitables à la population. Les aspects de santé publique et d'environnement commencent à peser sur le débat public. La toute récente décision du Conseil Régional prévoyant une détaxe de carburant pour la multinationale canadienne Cambior, porteuse du plus gros projet d'exploitation aurifère jamais envisagé, ne va pas dans ce sens. Elle montre que le discours en faveur de la "préférence" pour les petits producteurs locaux, n'est qu'un artefact visant à rassurer une fraction de l'électorat et que l'émancipation proclamée vis à vis de la tutelle de l'Etat qui a accordé le permis d'exploitation s'apparente avant tout à du marketing politique. Néanmoins, ce même conseil régional s'est vu contraint de voter une motion pour la première fois critique vis à vis de cette activité et posant pour la première fois la question

de l'environnement et de la situation des populations indiennes intoxiquées au mercure.

Enfin, dans le cadre d'une plus grande autonomie projetée, il deviendra incontournable de se pencher sur la santé et l'éducation. Dans le premier cas, le récent conflit à l'hôpital de Kayenn, mené par l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG), a mis le doigt sur l'absence de moyens mais aussi sur la nécessité d'élaborer les grandes lignes d'une véritable politique de santé en Guyane. Quant à l'école, totalement sinistrée, elle a besoin certes d'une considérable injection de moyens – une sorte de plan d'urgence - mais aussi d'un projet éducatif global qui dépasse la politique d'assimilation menée depuis des décennies qui ne calque pas ses structures et ses programmes sur celles de l'école républicaine.

Sur une partie de ces questions, de nouvelles forces se sont ouvertes un espace et se sont ajoutées à l'offre politique. Les Verts Guyane, par exemple, ont partiellement réussi leur implantation initiale essentiellement à partir de la prise en compte des problèmes posés par l'orpaillage et par ceux de la situation inquiétante des peuples autochtones amérindiens. Mais il leur faudra dépasser

l'acquis initial s'ils souhaitent s'inscrire durablement dans le paysage politique guyanais et prendre clairement position sur un projet d'évolution statutaire

La Guyane est un territoire qui vit mal, une mosaïque éclatée sans projet commun mais avec un potentiel humain très riche bridé par le rapport colonial et par la formidable inertie des forces politiques traditionnelles.

L'espoir, c'est la prise en compte, en simultané, d'une stratégie d'émancipation institutionnelle, de décolonisation des esprits, la création de nouveaux espaces de débat et de confrontation démocratique et la construction d'un nouveau projet politique en terme de contenus.

Sa radicalité pourrait consister, à renouveler le projet indépendantiste, en s'appuyant sur les dynamiques sociales et culturelles en œuvre au sein de la société guyanaise et en intégrant les potentialités positives issues des mouvements alternatifs au capitalisme mondialisé, pour poser les jalons d'une société clairement DIVERSALISTE. C'est ainsi que la Guyane pourrait échapper au choix désastreux entre assimilationnisme républicain et nationalisme étroit. ■

Guy GIANI

Y en a...qui !

Depuis une semaine les militaires boliviens étaient consignés dans leurs casernes. Une rumeur circulait : c'est l'heure de la nationalisation. Le gouvernement démentait puis aujourd'hui, 1er mai à 12h30, c'est sur la champ pétrolifère de San Alberto qu'Evo Morales a signé le décret n°28701 qui nationalise de manière définitive les ressources en gaz et pétrole du pays. Ce n'est pas une nationalisation complète de l'exploitation : les compagnies ont 180 jours pour signer de nouveaux contrats conformes aux intérêts de la Bolivie. Une entreprise pétrolière nationalisée existe déjà la YPFB (un sigle dont on va beaucoup parler) et c'est par elle que devra passer toute la production. Elle contrôlera la commercialisation en Bolivie et les compagnies signataires de conventions d'exportation (Repsol se vantait de gagner 10 dollars en Bolivie quand elle y en investissait un). Une bataille d'enfer est engagée qui n'est pas la

seule dans le pays. On peut supposer que la réaction sera féroce du côté des forces réactionnaires puissantes dans la région de Santa Cruz. L'intervention surprise des militaires prenant possession des puits de pétrole au moment de la signature du décret est un acte audacieux du président qui reprend ainsi un exemple péruvien de 1968, seul moyen pour négocier en position de force.

Du côté des USA, la révolte des immigrés continue de susciter inquiétudes parmi les autorités et espérances parmi le peuple. Cette journée du premier mai aura été pour le pays la première grève nationale. En effet, jamais les USA n'avaient connu d'appel à une grève nationale (le premier mai qui est né là-bas voici exactement 120 ans n'a jamais été férié). Les organisations syndicales refusèrent de se mouiller mais les travailleurs se mobilisèrent par centaines de milliers. Sans entrer dans les questions électorales quand on

considère qu'entre démocrates et républicains la différence est mince, il faut tout de même savoir qu'en Novembre il va y avoir des élections au Congrès et le parti républicain se prépare à une défaite historique. La victoire démocrate ne sera pas le signe d'une victoire pour la lutte en faveur des droits des immigrés mais le bras de fer deviendra plus tendu. La loi qui devait poursuivre la politique de répression a été votée à la Chambre sans problème, au mois de décembre. Personne dans la classe politique n'imaginait ce qui se passe dans le pays. Depuis, la loi est bloquée au Sénat et le mouvement de révolte fait tâche d'huile. Il surprend par les méthodes pacifiques utilisées, par le dynamisme de la base relayée par les radios communautaires. Le test du Premier mai est totalement réussi et son écho dans toute l'Amérique latine amplifie les luttes locales. ■

Jean-Paul DAMAGGIO

Gare à goro

En Nouvelle-Calédonie, le nickel est la principale richesse naturelle. Le minerai représente 90% des exportations du territoire. La Nouvelle-Calédonie recèle environ le quart des réserves mondiales et assure actuellement environ 12% de la production mondiale. L'exploitation de cette ressource est donc particulièrement importante pour l'avenir de l'équilibre économique et politique du «caillou».

Actuellement deux grands projets sont en cours, l'un au sud (Goro Nickel) l'autre dans la province nord (Projet Koniambo). Le premier se situe dans la partie de l'île dirigée par " l'Avenir Ensemble", partie caldoche et loyaliste, l'autre dans la province nord, province dirigée par les indépendantistes Kanaks. Le deuxième projet doit jouer un rôle de rééquilibrage au profit de la population Kanak mais actuellement sa réalisation demeure incertaine, bien qu'elle soit attendue depuis fort longtemps et inscrite dans l'Accord de Nouméa (signé en 98). Le

capital du projet est détenu à 51% par la province nord via la SMSP (Société Minière du Sud Pacifique), le reste étant détenu par le groupe Falcom Bridge. Au sud en revanche, le massif de Goro a été cédé au groupe canadien INCO, plusieurs fois mis en cause pour son non respect des droits de l'homme notamment au Guatemala et en Indonésie, tandis que la Nouvelle-Calédonie (très exactement, les provinces) ne possède que 10% du capital. La multinationale canadienne essaie de faire passer en force un projet gigantesque dont les conséquences sur l'environnement sont mal évaluées (notamment stockage gigantesque de déchets, rejets importants de manganèse, utilisation massive d'acide sulfurique conduisant à classer le site en SEVESO II), ce alors même qu'en fin d'année 2005 un rapport sénatorial qu'on ne peut suspecter d'hostilité au projet écrivait *«Une des conditions de réussite du projet, si ce n'est la condition, est en effet son acceptation par les populations locales, dont on a déjà décrit l'attachement à la terre. Cette acceptation passe par une maîtrise totale des aspects*

environnementaux, afin de ne pas défigurer et endommager de manière irréversible l'un des plus beaux lagons du monde, sur lequel donne le site de Goro ». En avril 2006, la situation s'est fortement dégradée : pour obtenir des garanties environnementales, les militants de l'association Rhéébu Nuu aidés par des personnes de l'île des Pins et d'autres aires accompagnés d'autorités coutumières ont bloqué l'accès à la mine et au site de Inco-Goro Nickel. Comme l'explique un des militants : *« L'association ne demande pourtant rien d'autre que ce qui est mis en place ailleurs pour protéger les populations locales, autochtones et non-autochtones, de l'impact environnemental, culturel et social d'un projet aussi destructeur que celui de Goro-Nickel et d'assurer que les générations futures ne soient pas exclues des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources. »*

C'est que Goro-Nickel, encouragée par l'apathie des autorités françaises, a cru pouvoir lancer des travaux énormes sur le site de la mine sans attendre les autorisa-

NOTE DE LECTURE

Alternatives Sud : Palestine, mémoire et perspectives

Trop peu de textes de Palestiniens circulent en France. Les éclairages apportés sur l'histoire, la politique et la vie quotidienne aident à une meilleure compréhension des tensions qui parcourent la société palestinienne et de leur ancrage dans une histoire toujours déniée.

Le premier texte est centré sur la Nakba « La catastrophe » ; la Naksa (la défaite de 1967) et la Nadha (le surgissement de l'invisibilité et de l'anonymat, le soulèvement du palestinien « l'intifadah »).

Ce passé dénié nécessite un véritable travail sur la mémoire - Nous sommes face à deux peuples qui ont un passé qui ne passe pas : un passé toujours présent. Et l'auteur conclut : ...la NAKBA de 1948, c'est-à-dire l'expulsion des deux tiers des palestiniens de leur terre natale, va demeurer la pierre d'achoppement de toute négociation qui l'ignore, en mettant en avant la proposition d'une commission de la vérité et de la réconciliation, sur le mode sud-africain.

A contre courant des discours habituels sur la démographie en Palestine, le se-

cond auteur souligne le ralentissement de la fécondité, ce qui ne semble pas être le cas des femmes de colons, souvent ultra-religieuses. Les courbes de populations ne se croiseront qu'en 2025, date à laquelle les palestinien(ne)s seront majoritaires. Cependant l'auteur n'intègre pas l'émigration de juifs israéliens vers l'Europe ou les USA.

Si les études prospectives en démographie peuvent fournir des pistes de travail, il n'en reste pas moins que la coexistence des deux nations passent en premier lieu par l'abandon des conceptions ethnocistes, quelque soit l'optique retenue (un seul état « Palisraël » ou deux états séparés).

Le rédacteur du troisième chapitre rappelle, que contrairement à d'autres conflits coloniaux et/ou ethniques, le dommage en vies humaines a été relativement faible durant la guerre de 1948 et lors des Intifada.

Le projet sioniste se base sur le vidage de la terre de ses habitants « le spacio-cide », contrairement aux autres démarches colonialistes. L'auteur montre aussi

qu'au mythe sioniste d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre, les réfugiés palestiniens ont créé le rêve d'une terre sans peuple pour des réfugiés sans terre.

La guerre ne peut en aucun cas créer de droits territoriaux et, par conséquent, elle ne saurait aboutir à une modification de frontières, quelle que soit la durée écoulée depuis le conflit. Ce rappel du Droit international est le prélude à un article sur la représentation légitime des palestiniens, le statut juridique des territoires occupés et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

L'auteur condamne les attentats suicides, car l'utilisation de la force pour résister à l'occupation militaire, au nom du droit à l'autodétermination, est-elle pour autant exempte de toute obligation ?

Il conclut sur la réconciliation signifiant la découverte de soi-même et de sa propre identité, mais aussi la découverte de l'autre, exactement comme il est ou comme il voudrait être considéré...les palestiniens ne peuvent pas simplement ignorer l'existence du nationalisme d'en face qui

ÇA SUFFIT!

Comme des milliers de citoyennes et de citoyens, sans appartenance à un parti, mais vraiment à gauche, je pourrais signer le texte récent d'Olivier Besancenot. En dépit de sa publication dans un journal appartenant à un marchand de canons; en dépit d'un dernier paragraphe dont la désinvolture enlève beaucoup de crédibilité à la démarche.

Comme des milliers de femmes et d'hommes qui se sont engagés sans réserve pour que triomphe le "non" de gauche au TCE, je considère comme une avancée majeure la démarche unitaire forgée pendant la campagne référendaire. Une avancée qui ne peut en aucun cas être remise en cause.

Comme des milliers de militantes et de militants, je maîtrise de moins en moins une impatience de plus en plus agacée devant le spectacle des stars du "non" de gauche qui parlent beaucoup de démarche unitaire, mais tardent à passer à l'acte.

Je suis tout à fait d'accord: *«il n'y a pas de synthèse possible entre l'anti-libéralisme et le social libéralisme.»* Et entretenir l'illusion que des sociaux libéraux puissent soudainement «bouger» et devenir des anti-libéraux crédibles, c'est assumer la responsabilité de conduire une fois de plus aux déceptions dont le peuple de gauche a été si souvent victime.

Nous avons, sans plus attendre, besoin d'un projet politique qui définisse les termes d'une rupture avec le néolibéralisme.

Nous avons, sans plus attendre, besoin que soient réunies les conditions qui rendent possible la démarche unitaire qui portera ce projet: une candidature dont le profil se situe au centre de gravité de l'ensemble de l'électorat du "non" de gauche et puisse en rassembler toutes les sensibilités; une candidature qui mène campagne avec l'apport et l'implication de toutes ces sensibilités; une candidature qui sera garante des dispositions à prendre pour assurer le succès des candidat(e)s vraiment à gauche aux législatives.

Nous avons, sans plus attendre, besoin de décisions sur les conditions des campagnes unitaires pour le scrutin présidentiel et pour les élections législatives et sur la personne qui portera notre projet alternatif à l'élection présidentielle et sur celles et ceux qui le porteront aux législatives. Nous avons impérativement besoin de cette unité effective de la gauche anti-libérale pour la France, mais aussi pour l'Europe afin que le message du 29 mai ne soit pas brouillé au moment où l'avenir du TCE revient à l'ordre du jour des réunions européennes.

Nous sommes des milliers à en avoir assez de voir les stars du «non» de gauche jouer entre eux au chat et à la souris. En ce 1er mai, nous leur disons très nettement: ça suffit!

Raoul Marc JENNA
militant altermondialiste

tions nécessaires. La société canadienne est donc dans l'illégalité. Que croyez-vous qu'il s'est passé? Les forces de "l'ordre" sont intervenues. OUI. Pour faire cesser les travaux illégaux? NON. Pour faire cesser le blocage. Véhicules blindés, hélicoptères, déploiements massifs, grenades, et même tirs à balles réelles (heureusement sans victimes), arrestations chez eux de "meneurs"... La capacité d'influence de INCO est grande et au tribunal de Nouméa, l'industriel, par la voix de son conseiller, a mis en cause le magistrat qui a jugé que l'association Rhéébu Nùù, dans ses actions menées à Goro, *«poursuit une activité légale et reconnue, conforme à ses statuts, laquelle activité s'inscrit manifestement dans la mise en œuvre de droits politiques et culturels et de la liberté d'expression des populations autochtones qui sont également juridiquement protégés»*.

L'entêtement, générateur de vio-

a sous-tendu leurs sacrifices pendant un siècle et vice versa.

La description du système éducatif palestinien et ses répercussions sur la scolarisation des enfants est mis en regard des «choix» de l'autorité palestinienne (2% du budget à l'éducation, dix universités sur onze appartenant aux familles traditionnelles ou aux organismes religieux ou politiques).

Il ne faut jamais oublier les conséquences des politiques permanentes d'intervention de l'état d'Israël (stratégie de restrictions de la mobilité interne et externe des personnes, démolition de maisons privées comme mesure de rétorsion et de punition collective et confiscation des terres agricoles). La construction du mur entraîne directement une perte de 2% du territoire et mais est potentiellement porteur de détérioration du lien social, détruisant ou rendant plus difficile les modes de reproduction collectifs. Les difficultés de circulation, la très

lence, des autorités à donner tant de crédit à un industriel d'aussi mauvaise réputation est étrange. D'autant plus étrange que la seule stratégie de INCO consiste à diaboliser les autorités coutumières Kanak et à dénoncer les dirigeants de Rhéébu Nùù comme terroristes, et d'obtenir que l'association Rhéébu Nùù soit dissoute.

Pendant ce temps, la mise en place du projet d'usine du nord reste hypothétique, d'autant que depuis peu, INCO vient de faire une OPA sur Falcom Bridge (l'opérateur de l'usine du nord)... Vous avez dit embrouilles?

Alors que les équilibres issus de l'Accord de Nouméa de 1998 sont si fragiles, une telle politique est d'un aveuglement dangereux pour tous et inacceptable. ■

Michel LOUIS

* rapport du sénateur Henri Torre (Sénat, document N°7 du 5 octobre 2005)

forte baisse des exportations vers Israël,, la récession économique ont abouti à l'effondrement de l'économie palestinienne, à l'accroissement du chômage et entraîne une dépendance toujours plus forte vis à vis de l'aide humanitaire, en particulier en termes d'assistance alimentaire.

Le livre se termine par un article où Ilan PAPPE (historien israélien) qui insiste sur la nécessité de l'admission de l'autre dans le discours national et la reconnaissance du rôle d'Israël comme responsable des souffrances. Face au déni de 48, il prône une histoire libératrice et la recherche d'une procédure légale (justice de réhabilitation) centrée sur la question de savoir ce que peut faire l'agresseur pour alléger la souffrance de la victime. ■

Didier EPSZTAJN

ALTERNATIVES SUD :
PALESTINE : mémoire et perspectives
Centre tricontinental –
Editions SYLLEPSE 2005

Refonder la démocratie, une démocratie active et citoyenne

Le retrait du CPE est une victoire de la jeunesse, et d'un syndicalisme redevenu efficace. Il s'agit également d'une victoire contre un gouvernement sourd aux urnes et à la rue: élections -sanctions et référendum niés, réforme des retraites imposées. Autant sans doute que le refus de la précarité infligée à une classe d'âge, le refus du CPE s'est abreuvé au sentiment de déni de la démocratie. Qui survivra à la résolution de cette crise sociale particulière. Car Villepin, Sarkozy et Chirac ont charcuté une Ve République pourrissante: loi promulguée mais

non appliquée, Exécutif abandonné au parti majoritaire. Ce serait réjouissant si le neuf émergeait. Or le PS comme une partie des antilibéraux n'ont pas de réponse à la hauteur de cette crise de régime. Car au delà de la proclamation d'une VI République, il faut répondre à l'aspiration, qui s'exprime régulièrement depuis 1995, à une démocratie citoyenne: une démocratie qui ne se limite pas à une délégation de pouvoir tous les 5 ans. Jamais le régime n'aura révélé aussi crûment sa vraie nature, ni la Ve République son caractère nuisible qu'à l'occasion du CPE et de son retrait. Sans ambages le

premier ministre a affirmé qu'il gouvernait pour le seul électorat UMP, sans chercher à sauvegarder les apparences: « gouverner pour tous les Français », « au dessus des intérêts particuliers...etc. Bref nous avons eu , pour sortir du borbier, et le fait du Prince, et la confiscation par le parti majoritaire du rôle décisionnaire de l'Exécutif. Ainsi la Vé République présentée comme une solution au règne des partis, aux manoeuvres de couloirs est devenu la caricature de la IV République. Avec un défaut supplémentaire: les institutions et les événements deviennent

formation
Formation et citoyenneté et Les Alternatifs

vous proposent une journée de formation sur le thème:

Le samedi 20 mai 2006

au
 40 rue de Malte
 75011 Paris

Economie sociale et solidaire et de collectivités territoriales

Matinée

- 9h30 **Accueil.**
- 10h00 **Comment définir l'Economie Sociale et Solidaire, quels en sont les acteurs.** Avec **Alain CAILLÉ**, professeur d'économie et de sociologie à l'université ParisX, fondateur de *La Revue du Mauss* (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales). (sous réserve).
- 10h45 **Questions - débats.**
- 11h30 **L'économie sociale et solidaire, entre secteur public et secteur privé. Complémentarités et contradictions.** Avec **Francine BAVAY**, Vice-Présidente du Conseil Régional d'Ile- de-France.
- 12h15 **Questions - débats.**
- 13h00 **Déjeuner.**

Après-midi

- 14h30 **Economie Sociale et Solidaire : Accompagnement ou rupture ? Réponse au chômage, mise en place d'une alternative, viabilité économique...** Avec **Colette FILLION-NICOLLET**, maire-adjointe à Grenoble, et **Gérald RYSER**, vice-Président de l'Union Régionale des Scop, membre du Conseil Economique et Social d'Ile-de-France.
- 15h15 **Questions - débats.**
- 16h00 **Quel commerce équitable ? Du global au local (AMAP, SEL, Réseaux d'échange et de savoir...)** Avec un membre du réseau des Amap (Alliance) et un représentant d'Artisans du monde.
- 16h45 **Questions - débats.**
- 17h30 **Conclusion et clôture par Roland MERIEUX.**

Bulletin d'inscription à la journée (valant convention simplifiée de formation)

le samedi 20 mai 2006,
 au 40 rue de Malte, 75011 Paris.

Economie sociale et solidaire et collectivités territoriales,
 organisée par *Formation et citoyenneté et Les Alternatifs.*

Formation et citoyenneté est agréée pour la formation des élu(e)s auprès de la Préfecture du Val-de-Marne 94)

Bulletin à renvoyer par courrier postal ou par télécopie au 01 43 79 32 09.

Nom :	Conseil général :	Signature du candidat à la journée :
Prénom :	Conseil régional :	
Adresse :	Collectivité territoriale :	
	Commune de :	Signature du responsable avec cachet :
Code Postal :		CACHET
Ville :		
Email:	Nombre d'habitants	
Fonction électorale :	(pour les élus communaux) :	

À renvoyer à Formation et citoyenneté 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

Liberté, égalité, carte d'identité

les otages des luttes intestines du pouvoir. La semaine qu'il a fallu à la Droite pour enterrer le CPE a été celle des petits « golpe » entre amis, quitte à exacerber les tensions par leurs revirements, les annonces contradictoires.

Et cette atmosphère délétère, comme le mini scandale Clearstream le souligne, va devenir permanente jusqu'en 2007.

Tonner contre la crise de régime, brandir la VI République va vite lasser dans les chaumières. Cela ne suffit pas si n'est pas remis en cause l'empreinte du gaullisme sur la vie politique française. Au fond le brutal résumé de la démocratie selon Villepin: le gouvernement décide, la représentation populaire (le Parlement) entérine, est largement partagé par une partie de la gauche.

Le texte présenté par le gouvernement Jospin sur les conseils de quartier ne donnait aucun pouvoir à ceux-ci. La pratique qu'ont pu expérimenter nos élus dans certaines villes est éloquent: les maires soumettent ce qu'ils ont décidé. Par ailleurs les soupirs de certains partisans du OUI au TCE, sur le thème: « Chirac aurait du réfléchir, le référendum s'utilise peu parce qu'il favorise le simplisme, les arguments démagogiques », sont symptomatiques des réticences envers une démocratie citoyenne, une démocratie active.

D'autres mauvaises habitudes persistent y compris dans la gauche

antilibérale. Ainsi le réflexe de régler les questions de divergences programmatiques au sommet, en faisant fi des aspirations exprimées ailleurs que dans les partis, reste prégnant à la LCR. A cet égard la proposition de Besancenot d'un dîner à 4 : Bové, Buffet, Besancenot et Laguillier, en vue, d'un accord sur une candidature antilibérale commune, est l'exemple hallucinant de ce qu'il ne faut pas faire.

Je pourrais ironiser sur qui paiera l'addition, proposer que cela ait lieu au « Thermidor » ou savoir qui y sera le Con. Mais même si cette proposition n'est pas au fond sérieuse, elle mérite attention. Elle relègue les participants des collectifs du 29 mai, qui aspirent à l'unité, les membres de la « gauche sociale », les autres formations politiques à un rôle de spectateur. Quant aux femmes et hommes de gauche qui ne se reconnaissent dans aucun parti, ils se soumettent au Yalta décidé dans je ne sais quel conclave!

Cependant nous devons sortir de la course de lenteur, de cette attente de la faute...des autres. Si nous voulons une dynamique unitaire, l'important n'est pas alors qui gagne mais comment il gagne. Le « vainqueur » doit avoir une légitimité qui dépasse sa sensibilité ou son courant politique. Cela peut être le fait de primaires de la gauche antilibérale avec toutes les candidatures de sensibilités différentes, d'organisations politiques ou de personnalités, d'intellectuels.... avant de choisir un-e unique candidat-e.

Cette consultation demeure imparfaite: le poids médiatique, le talent oratoire, la capacité à être le plus consensuel seront sans doute primés. Mais c'est le prix à payer pour éviter une dispersion suicidaire avec des scores marginaux. Quoiqu'il en soit, unie ou dispersée, la gauche antilibérale devra porter dans sa campagne la question démocratique, la refonte des institutions vers une démocratie active, citoyenne. Les choix que nous ferons et que nous ferons, nous en sommes sûrs, les citoyens dépendront pour une grande part de ces propositions. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

L'auteure s'interroge sur la crispation autour des symboles de la nation : l'apprentissage redevenu obligatoire de La Marseillaise après la création il y a deux ans d'un « *délit d'outrage au drapeau national ou à l'hymne national* ». A travers une enquête de terrain, elle constate que les jeunes issu(e)s de l'immigration entretiennent tant envers la France qu'envers leurs pays d'origine des attachements combinés qui n'ont que peu à voir avec les sentiments d'appartenance nationale.

Quelques grandes idées ressortent des récits et paroles des adolescent(e)s : « *la nationalité est un droit* », « *l'ordre des papiers* », l'obtention de la carte d'identité permet d'accéder au monde des adultes et trouver leur place dans la société, les revendications égalitaires sont plus importantes que les problèmes identitaires.

Ces jeunes souffrent des problèmes de rejet ici et dans le pays d'origine des parents. Ils et elles désirent « *pouvoir réussir en restant soi-même, être reconnu tel que l'on est : à savoir, en l'occurrence, avec ses origines étrangères* ».

Pour la plupart d'entre eux le modèle unique d'appartenance à la collectivité, imposé à tous, constitutif d'un certain modèle d'appartenance nationale est rejeté en faveur d'une combinaison, d'une conciliation d'identités déliées du problème de la nationalité.

En absence d'alternative crédible et émancipatrice, le rejet des effets de la mondialisation entraîne des crispations sur des passés mythiques, une partie des populations se raccrochant à une certaine conception de la nation comme frontière aux autres.

Les constats et les hypothèses de E. RIBERT laissent entrevoir un monde où l'affaiblissement du sentiment d'appartenance nationale se ferait au profit de l'égalité et des affiliations multiples, où les identités se combineraient au lieu de s'opposer, un monde métis... (Cf le plaidoyer d'Alexis Nouss dans un livre paru chez Textuel). ■

Didier EPSZTAJN

Evelyne RIBERT : liberté, égalité, carte d'identité

Les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale

LA DECOUVERTE 2006



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES ALTERNATIFS

du vendredi 25 au lundi 28 août 2006 à Auch (Gers)

Les travaux de l'Université d'été des Alternatifs débiteront le vendredi 25 août 2006 avec accueil des participants à 9h30. Le lieu est situé au Centre Polyvalent Sportif et Culturel du MOUZON, rue du Général de Gaulle à AUCH, prendre la direction de Tarbes, à proximité de l'ancienne Caserne LANNES. Parc à autos assuré.

Situation géographique :
AUCH est situé à 80 km à l'ouest de TOULOUSE, au centre du département du Gers. Cette très vieille ville est le centre d'un cercle qui passe par AGEN, TOULOUSE, TARBES et MONT DE MARSAN. Tous les trains arrivent à TOULOUSE. Une ligne ferroviaire dessert AUCH avec des horaires peu cadencés, des difficultés de correspondance sont probables. L'aéroport de TOULOUSE BLAGNAC est également situé à l'ouest de la ville de Toulouse. On peut rejoindre

AUCH sans traverser l'agglomération toulousaine. Pour les participants en provenance de PARIS via BORDEAUX, et plus généralement de l'ouest, des cars TER assurent, plusieurs fois par jour, la liaison d'AGEN à AUCH, villes distantes de 80 km environ.

Accueil :

Pour le moment, il est prévu un accueil le jeudi 24, au soir, pour les participants qui arriveront la veille. Ils logeront, selon leur choix, à l'hôtel, en chambres d'hôtes ou au camping. Pour une meilleure organisation, il est souhaitable d'en connaître rapidement le nombre et les identités. De même, il est nécessaire d'identifier ceux qui souhaitent arriver avant le 25 août ou rester après le 28 août pour tourisme

Hébergement :

Nous proposons pour les 25, 26 et 27 août : 4 types d'hébergements.
1/ hébergement militant. Il sera demandé aux bénéficiaires une ristourne de solida-

rité afin de permettre la gratuité pour les participants en situation précaire.

2/ hébergement au restaurant hôtel « Le Campanile », route de Toulouse à AUCH. C'est dans les locaux de cet établissement que se dérouleront la soirée festive du dimanche 27 août ainsi que la soirée gasconne avec conteurs et orchestre gascons. Il va falloir apprendre le ron-deau.

3/ bungalows

4/ emplacements de tentes au camping champêtre « Le Castagné » qui est situé proche du restaurant hôtel « Le Campanile ».

Restauration :

Café et boissons fraîches seront servies dans la journée. Des membres de la Confédération Paysanne du Gers assureront la logistique pour les repas exclusivement bio (déjeuners et dîners) qui seront servis sur place.

On trouvera également sur place, les 26

LE PROGRAMME

Le programme comportera à la fois un « fil conducteur » autour du travail, avec des débats en séances plénières et des ateliers. Des ateliers sur d'autres thèmes seront organisés par les commissions, un espace d'accueil et de présentation des Alternatifs est prévu.

• VENDREDI 25 AOUT •

Matin

10H30-11H15 : La Sécurité Sociale Professionnelle : Nouveau Statut du Salarié
Présentation du dispositif
11H15-12H30 : Ateliers

Après-midi

14H15-15H15 : La Sécurité Sociale Professionnelle : Nouveau Statut du Salarié
15H15-16H00 : A quoi sert le travail ?
16H15-18H30 : Suite du débat

Soir

Soirée Anti-OGM

• SAMEDI 26 AOUT •

Matin

9H30-10H15 : Le revenu d'existence universel. Quels impacts sur l'organisation sociale, économique, quels financements, peut il réduire,

voire résorber les discriminations criantes constatées à ce jour dans le domaine de l'emploi ?

10H15-12H00 : ATELIERS

12H00-12H30 : Retour en Plénière, axes de travail

Après-midi

14H15-15H00 : Etude de l'évolution de la classe ouvrière par le biais d'une étude statistique territoriale (Sochaux, Montbéliard).

15H00-16H15 : Débat

16H30-17H15 : Reprendre son entreprise, conséquence pour le salarié, pour la société. Quid de la notion de travail ? En ce qui concerne la reprise des entreprises, il s'agira de mettre en exergue la capacité et la marge de manoeuvre des salariés à reprendre une entreprise de l'intérieur, et cette reprise n'est elle bénéfique qu'aux

salariés (commission auto-gestion).

17H15-18H30 : ATELIERS

Soir

Soirée EUROPE, avec Raoul Marc Jennar et Jean Guy DUFOUR, quelles revendications pour une Europe Sociale ?

• DIMANCHE 27 AOUT •

Matin

9H30-10H15 : Travail et Santé

10H15-11H30 : ATELIERS

1/ Reconversion des salariés employés dans des entreprises à risque.

2/ La santé mentale, quels rythmes de travail ? La productivité peut-elle être un atout ? Les situations discriminantes, productrices de stress et maladies diverses ?

3/ Santé et environnement

11H45-12H30 : Axes de réflexion et d'action

Après-midi

14H15-15H00 : Pouvons nous changer le triptyque infernal : Travailler pour obtenir un salaire dont l'acte de consommation est la finalité ?

15H00-16H15 : Débat

16H30-17H30 : L'économie solidaire, une autre forme de travail, « d'activité » ?

17H30-18H30 : Débat

Soirée

Visite du château de LAVARDENS. REPAS puis SOIREE FESTIVE

• LUNDI 28 AOUT •

Matin

9H30-12H30 : La matinée pourrait être consacrée en partie à la situation politique, les collectifs du 29 Mai, les échéances électorales 2007 2008. Réunion des commissions Bilan de l'Université, derniers ateliers.

Et maintenant ?

Après le mouvement contre le Cpe, c'est le moment de faire le point et de réfléchir ensemble à de nouvelles actions. Que s'est-il passé? Qu'avons nous envie de faire ensemble par la suite ?

Les Alternatifs invitent jeunes militants et sympathisants à une réunion le samedi 20 mai. C'est l'occasion de se retrouver, de faire connaissance, de poser des questions sur notre mouvement, de parler de politique etc ...

Programme de la journée :

11h30-12h : Accueil

12H-13h30

Repas convivial et résolument bio.

16h30 - 17h:

Pause ...

13h30-14h30 :

Bilan du mouvement anti-CPE, perspectives de lutte contre la précarité, propositions alternatives

17h-18h30 :

Quelles initiatives pour les jeunes alternatifs ? Quelles nouvelles pratiques militantes ?

14h30-16h30

Débat : Les droits des étrangers à l'heure du projet de loi Sarkozy : analyse et actions !

18h30 :

Apéro dans la cour s'il fait beau, dans la cave s'il fait moins beau !

Lieu des réjouissances :

40 rue de Malte, 75011 Paris (Métro République ou Oberkampf)

et 27 août, des producteurs qui proposeront à la vente des produits bio ou de terroir. Les petits-déjeuners seront servis à l'hôtel, en chambres d'hôtes, au camping ou en hébergement militant.

Détente

Bien entendu, il est aménagé des moments de liberté pour faire connaissance avec l'ancienne capitale de la Gascogne et le pays du peuple des Ausci (prononcer auski), et ses environs.

Pour toute information complémentaire :

Prendre contact avec l'un des militants suivants :

- Jean-Manuel FULLANA : 05 62 63 24 97 (répondeur)

- Monique PLANTE : 05 62 63 48 04 (répondeur)

- Jean DAGUZAN : 05 62 05 26 46 (13 h et après 20h) ou le 05 62 60 14 20

MAI 2005, MAI 2006, MAI 2007 : OU EN SOMMES-NOUS ?

Un an après la victoire du Non de gauche, quelques semaines après le puissant mouvement contre le CPE et la société de précarité, la situation politique à gauche reste dans le flou.

Du côté des «10 formations de gauche et écologistes» qui s'étaient retrouvées le 8 février (du PS aux Alternatifs...), après un certain nombre de prises de positions communes en appui au mouvement social, une première réunion de débat a eu lieu à Paris le jeudi 27 avril. Elle portait sur les réponses au chômage et à la précarité. Jean-Louis Le Bourhis, pour les Alternatifs a été le seul à s'en tenir aux propositions alternatives, au risque de l'austérité, alors que la plupart des autres intervenants ont plus sacrifié aux effets de tribune qu'aux réponses concrètes. L'intervention, de bonne tenue, de tonalité unitaire, mais très générale, de François Hollande n'a pas réellement porté sur les objectifs d'une politique de gauche, Marie-Georges Buffet en est resté à la contradiction actuelle : défendre une politique de rupture avec le libéralis-

me en envisageant une alliance avec un PS dominant à gauche et très loin de porter cette rupture.

Trois autres débats des « 10 » sont prévus, jusqu'au 10 juin, ont voit mal ce cadre perdurer lorsque le PS posera la question d'un gouvernement commun. Les Verts, en assez mauvaise posture, échapperont difficilement à un accord qui dépendra en dernière instance, de la bonne volonté des socialistes, le PCF, pour sa part, n'a pas encore choisi, et son choix pèsera lourd sur le devenir d'un front de gauche et écologiste antilibéral en mesure de peser dans la société et dans le champ politique.

Si le PCF et la LCR hésitent encore, et ces hésitations sont, en dernière instance, positives car elles reflètent la force de l'exigence unitaire à gauche du PS, la bataille pour une plate forme commune et des candidatures unitaires est loin d'être gagnée.

De nouvelles initiatives sont en gestation, dans la continuité ou en convergence avec l'appel pour des candida-

tures unitaires en 2007/2008.

Les collectifs du 29 mai, même si ils ne peuvent être en tant que tels, le lieu de la convergence, y apportent une forte contribution par leur existence comme par le travail qui s'y effectue sur une charte antilibérale.

Mais si le travail sur les contenus a progressé, la question du positionnement politique n'est pas réglée, nécessité de battre la droite en 2007, refus de passer sous les fourches caudines d'un accord gouvernemental avec le PS. Si ces questions sont également tranchées dans le bon sens, la question des candidatures pourra être abordée dans de meilleures conditions Question au demeurant simple, compétition sans espoir pour la place de meilleur second rôle à gauche du PS, dans un rapport de forces désastreux face au social libéralisme, ou capacité à engager une vraie dynamique politique. ■

Jean-Jacques BOISALROUSSIE

POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE EUROPEENNE, ELUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL, LE MEME JOUR, DANS LES 25 PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Le projet de traité constitutionnel européen (PTCE) est pour le moment au point mort. Cependant, dans le silence des cabinets, diverses solutions sont envisagées.

- Une Conférence intergouvernementale (CIG) décide d'en rester là. L'Union européenne continue alors à vivre sur les traités en vigueur qui tiennent lieu de constitution, peu démocratique.

- Une CIG reprend le PTCE et avec quelques modifications marginales pour tenir compte de certaines objections, le soumet à nouveau à ratification dans quelque temps. La partie III du Projet, non nécessaire, pourrait être abandonnée.

- Le Projet est repris par la même Convention ou une autre Convention composée de Parlementaires européens et de parlementaires nationaux...

Ces méthodes ne sont que très relativement démocratiques. Et la proposition de traité qui en sortira ne le sera pas plus que le précédent.

Pour obtenir une procédure démocratique d'élaboration de la Constitution, les soussignés exigent :

- L'élection au suffrage universel d'une Assemblée européenne constituante. Chacun pourra alors présenter sur la place publique européenne des propositions qui seront discutées.

- La Constituante devra rédiger une Constitution de l'Union européenne qui organise les pouvoirs respectifs des institutions nationales et européennes et pour ces dernières les rôles respectifs du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. Et rien d'autre.

- Cette Constitution devra être ratifiée par référendum le même jour dans tous les pays de l'union.

Une constitution doit être un acte fort qui engage d'abord et surtout les peuples, plus que les gouvernements. Le moment est venu de faire appel aux peuples pour qu'ils puissent dire quel type d'institutions ils veulent pour l'Union européenne. Une campagne pour l'élection au suffrage universel, à la proportionnelle et le même jour dans les 25 Etats de l'Union, d'une Assemblée européenne constituante sera le premier pas pour la construction d'une Union européenne démocratique.

Elle mettra en l'Europe et la démocratie au centre de l'espace public européen.

Elle entraînera l'ensemble des peuples de l'UE dans le débat qui ne pourra alors être réservé à quelques peuples ou à quelques dirigeants.

Qui peut se dire démocrate et refuser l'élection d'une Constituante ?

Qui peut se dire pro-européen et refuser une Constitution démocratique ?

POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE EUROPEENNE, ÉLUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL LE MÊME JOUR, DANS LES 25 PAYS DE L'UNION EUROPEENNE.

NOM*	PRÉNOM*	PROFESSION	ORGANISATION	CODE/VILLE*	PAYS

Alex, notre ami et notre camarade, nous a quittés ce 20 avril, à 52 ans. Appuyé par sa compagne Pascale, il avait su retrouver la parole qu'un cancer incurable et très handicapant lui avait enlevé en quelques semaines. Pendant une année et demie, il a tenu ses forces pour re-

ALEX

Pour Hervé ALEXANDRE

J'ai connu Hervé, il y a près de 20 ans. Beaucoup de souvenirs se bousculent aujourd'hui en ce moment douloureux.

Hervé était un militant. L'engagement a occupé une grande place dans sa vie. Il était de cette génération que les années post 68 avaient marqué à jamais de l'envie de changer le monde et de changer la vie. Et il est resté fidèle jusqu'au bout à cette ambition. Ces derniers mois encore, quand sa maladie le lui permettait, il prenait des nouvelles des combats en cours, la campagne référendaire hier, la recherche d'alternative aujourd'hui.

Cet engagement militant était ancien depuis l'époque des Comités de soldat et du PSU des années 70. Ses champs d'action ont été multiples : associatifs, syndicaux, politiques. Auparavant, il avait fréquenté je crois le petit séminaire ou un enseignement des jésuites, héritage d'une histoire personnelle que j'ignore. S'il s'était éloigné ensuite, il en avait visiblement retiré une rigueur particulière dans la réflexion intellectuelle.

Je voudrais évoquer ici plus particulièrement la place que le syndicalisme a occupé dans sa vie et la place qu'il a occupé dans le syndicalisme et me faire l'expression de celles et ceux qui ont partagé cet engagement. Nous sommes nombreux ici à l'avoir cotoyé dans cette activité :

- à la FGTE CFDT pendant longtemps,
- à Solidaires plus récemment,
- au SPASMET, le syndicat de son entreprise Météo-France, toujours.

Il était très attaché à son syndicat, à la qualité des relations humaines qu'il y trouvait, au souci scrupuleux du débat démocratique et de la décision collective qui y régnait.

Il aura exercé des responsabilités successives à la tête de son syndicat, puis de l'Union Fédérale Aérien, puis au Secrétariat National de la FGTE où il fut élu en 1990, puis à l'Exécutif fédéral et comme Secrétaire Général Adjoint de la FGTE entre 2000 et 2003, comme membre du Conseil National confédéral aussi.

Hervé s'est consacré sans compter à cet engagement syndical et il a été un des piliers essentiels de la FGTE dans cette période.

*Indications obligatoires : Pétition à retourner à Rouge&Vert, le journal des Alternatifs, 40 rue de Maite 75011 Paris

Alex

pousser les limites de la maladie. Le 26 avril au crématorium du Père Lachaise, nous nous sommes retrouvés nombreux pour un dernier adieu : son syndicat de la météo SPASMET et l'Union syndicale Solidaires, de très nombreux responsables de la CGT qui avaient quitté comme lui la FGTE-CFDT pour divergence radicale sur le conflit des retraites, la FGTE maintenue, des altermondialistes et des alternatifs. ATTAC, Infor-

mations Syndicales Anti-fascistes et la fondation Copernic ont témoigné de l'engagement d'Alex en leur sein. Claude DEBONS, ancien secrétaire national de la FGTE-CFDT, a dressé avec chaleur et émotion le portrait du cadre syndicaliste que fut notre ami, secrétaire général adjoint de la FGTE de 2000 à 2003.

Nous publions des extraits de cet hommage.

Hervé impressionnait beaucoup par sa connaissance des dossiers, et particulièrement du secteur aérien dont il avait la charge. Ses analyses des processus de déréglementation, des stratégies des entreprises, des conséquences sociales, étaient toujours solidement étayées. Elles lui permettaient de concevoir une action syndicale globale, qui ne se réduisait pas à la défense des questions sociales, mais qui voulait aussi agir sur les logiques économiques libérales elle-même. Syndicalisme d'action et de transformation disions-nous alors. Cette connaissance approfondie du secteur aérien et sa réflexion internationale l'avaient conduit, malgré un anglais assez approximatif, à être élu à la section Transport Aérien de la Fédération Européenne des travailleurs des Transports.

La solidarité était au cœur de sa conception syndicale et Hervé à apporté son soutien à l'action dans les petites compagnies aériennes privées ou dans le secteur de la sous-traitance ; mal lotis en droit syndical et où sévissait la répression anti-syndicale. Il s'est impliqué aussi dans les grandes luttes de la période : Météo en 1989, Air France en 1993, novembre-décembre 1995, le conflit des retraites en 2003 notamment.

Son apport à la réflexion fédérale était important ; que ce soit à l'occasion de Congrès où il avait notamment présenté des rapports sur l'activité internationale, la recomposition syndicale, ou le rapport d'activité de la Fédération ; que ce soit dans l'animation courante où il présentait de nombreux rapports introductifs au débat des Bureaux et des Conseils fédéraux. Sa réflexion était pleinement en phase avec notre recherche d'un syndicalisme capable de répondre aux défis de la mondialisation libérale, question essentielle dans un secteur ouvert à la concurrence comme les transports. Curieusement, lui qui connaissait une élocution laborieuse dans les discussions en petit comité retrouvait des accents de tribuns quand il s'exprimait devant un meeting ou un congrès.

Un camarade qui le connaît depuis longtemps soulignait dans un message son «érudition modeste » et « sa pondération faite de détermination ».

C'est vrai qu'Hervé nous surprenait toujours par l'ampleur et la variété de ses connaissances. Sa capacité de lecture et d'assimilation était stupéfiante, des rapports des

organismes officiels, de nombreux livres de réflexions, jusqu'au Traités internationaux. Sa référence régulière au Traité de Marrakech, ancêtre de l'Organisation Mondiale du Commerce, était devenu une source de plaisanterie entre nous. Sa capacité d'écriture n'était pas moindre et il produisait régulièrement des notes volumineuses qui nourrissaient notre réflexion.

C'est vrai aussi qu'Hervé avait le souci que la confrontation des idées débouche sur une synthèse, conscient qu'il n'est pas d'action syndicale efficace si elle ne cherche pas à rassembler le plus grand nombre. Cela n'empêchait pas les discussions d'être vives, ses colères éruptives et accompagnées parfois de menaces de démission. Mais tout s'apaisait rapidement car il y avait entre nous une grande confiance :

- confiance politique, car sa démarche et son argumentation étaient toujours exigeantes,
- confiance pratique, car il avait le souci d'aboutir à des décisions et qu'elles ne restent pas lettre morte,
- confiance tout simplement parce qu'il était animé par la volonté d'être au service du collectif et jamais par la recherche d'un quelconque avantage personnel.

Notre conception du syndicalisme avait conduit Hervé à représenter la FGTE dans des engagements extérieurs que nous considérons comme complémentaires à l'action syndicale. Hervé a ainsi participé activement à la réflexion de la Fondation Copernic sur l'Avenir des retraites qui a donné lieu à une Note largement diffusée. Il a suivi la fondation d'ATTAC et a été membre de son Conseil d'Administration. Il a participé aux Forums Sociaux européens et mondiaux. Il a pris part au réseau Information Syndicale Antifasciste contre la pénétration du Front National au sein des entreprises et participé à l'ouvrage collectif « Le Front National au travail ».

Hervé impressionnait aussi par son sens pratique. A côté de ses tâches d'animation politique, il était chargé de tâches de gestion souvent austères : trésorerie, mise en place du fichier informatique et du routage des publications, maintenance du parc d'ordinateur. Tâches fastidieuses s'il en était et dont il s'acquittait avec une foi de charbonnier et une patience de bénédictin car les pannes n'étaient pas rares.

La dernière période a bien sûr été marquée

par des désaccords et des cassures syndicales après le conflit des retraites. Dans ces circonstances, il a veillé à rester sur le terrain de la confrontation des idées, avec le souci d'être partie prenante de la réflexion et de préserver l'unité du collectif syndical qui lui était cher, celui du SPASMET.

Indissolublement lié au Hervé militant, il y avait le Hervé convivial et bon vivant, celui que l'on imaginait davantage comme moine paillard que comme séminariste austère. Un bon indicateur était le niveau de remplissage de son plateau-repas à la cantine. Les assemblages les plus improbables et les plus roboratifs ne lui faisaient pas peur. Il avait un solide coup de fourchette et prenait un évident plaisir à la bonne chère. Je me souviens encore d'un bouchon lyonnais au soir d'une session syndicale qui nous avait laissé un souvenir ému.

Et c'est au milieu des vapeurs des fins de repas que s'élevait soudain une voix de stentor entonnant la Blanche Hermine. Hervé chantait d'une voix puissante les vieilles chansons du mouvement ouvrier mais plus encore les chansons bretonnes, signe d'un attachement très fort à sa Bretagne natale et à sa culture, s'inscrivant chez lui dans une réflexion engagée sur la question des peuples et des nationalités. Il y avait aussi son humour particulier et ses jeux de mots aussi inventifs que déroutants. Tout cela faisait d'Hervé un agréable compagnon bien au-delà des solidarités militantes partagées.

Et pourtant cette bonhomie cohabitait avec de profondes blessures personnelles, sur lesquelles il se confiait rarement et toujours avec beaucoup de pudeur et de retenue. Les épreuves de la vie ne l'ont pas épargné ; il y a fait face avec beaucoup de courage. Il aura lutté aussi courageusement contre la maladie, mais cette fois-ci c'était trop dur. Il aura trouvé auprès de Pascale, de sa sœur Nadette, de son ami Eugène, de sa famille et de ses proches, le soutien, qui aura adouci ses derniers instants. A toutes et tous, je veux dire notre solidarité et notre affection.

A Hervé, à Alex, je veux dire que nous ne l'oublierons pas et qu'il ne manquera pas de combats à venir qui nous rappelleront ses engagements pour la justice sociale et l'émancipation des travailleurs.

Adieu camarade et ami. ■

Claude DEBONS – 26/04/2006



Chasse à l'enfant



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ET DES LIBERTÉS LOCALES

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du territoire

à
Mesdames et Messieurs les Préfets de région
Mesdames et Messieurs les Préfets de département
Monsieur le Préfet de police

CIRCULAIRE numéro INT/DO5/00097/C

31 octobre 2005

Je n'ignore pas que vous êtes, de manière récurrente, confrontés à la situation délicate des jeunes majeurs scolarisés qui ne peuvent de plein droit prétendre à un titre de séjour. [...] Vous pourrez [...] leur remettre une autorisation provisoire de séjour leur permettant de finir leur année scolaire en vue de passer leurs examens. Vous devrez alors les inviter à regagner leur pays d'origine pendant la période des vacances scolaires [...]. S'ils ne défèrent pas à cette invitation, vous en tirerez les conséquences en appliquant les dispositions relatives à l'éloignement. [...]

Vous veillerez, en outre, à ne pas mettre à exécution avant la fin de l'année scolaire l'éloignement de familles dont un enfant est scolarisé depuis plusieurs mois.

Nicolas Sarkozy (extraits de la circulaire du 31-10-2006)

30 Juin 2006

Ouverture de la chasse à l'enfant

Au 30 juin 2006 prendra fin la suspension des expulsions accordée pendant l'année scolaire aux jeunes majeurs scolarisés et aux parents sans-papiers d'enfants scolarisés par la circulaire ministérielle du 31 octobre.

Conséquences des décisions du Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Monsieur Nicolas Sarkozy sous l'autorité du Premier Ministre, Monsieur Dominique de Villepin, et du Président de la République Jacques Chirac

L'ouverture de la chasse à l'enfant étranger est fixée au 30 juin 2006

A cette date, les préfets, les forces de police, chacun pour ce qui le concerne, sont invités à traquer en tous lieux sur le territoire national les jeunes majeurs sans papiers, les enfants dont les parents sont sans papiers et les parents eux-mêmes, à les interpellier à leur domicile, dans la rue en préfecture ou même à l'hôpital, à les placer aussitôt en garde à vue, à les enfermer dans des centres de rétention, à les faire monter, sans billet de retour, de force s'il le faut, dans des avions pour des pays de misère, qui sont parfois en guerre, à menotter les parents devant les enfants, à les scotcher à leurs sièges d'avion.

Force doit rester à la loi, quand bien même elle serait de circonstance et inhumaine.
Bonnes vacances.